

DÉCLARATION DU SNUEP FSU
CAPA PROMOTIONS D ECHELON DU 19 JANVIER 2010

A l'occasion de cette CAPA sur les promotions d'échelon le SNUEP-FSU tient à réaffirmer son attachement au paritarisme mis à mal par le Recteur de cette académie malgré ses affirmations publiques.

Les attaques incessantes visant à briser le rôle des représentants élus des personnels ne feront pas fléchir notre détermination à assumer la tâche qu'ils nous ont confiée : assurer la transparence et l'équité. Qu'avez-vous donc à cacher, Monsieur le Recteur, pour nous empêcher de travailler de la sorte ?

Les décisions de l'année dernière concernant la communication des résultats des mutations étaient déjà une attaque mais finalement sans commune mesure avec le sort que vous nous réservez aujourd'hui, c'est clairement la négation de nos droits, c'est la remise en cause de notre présence au sein du rectorat, nous sommes devenu(e)s persona non grata !

Vous êtes en train de démontrer Monsieur le Recteur que vous voulez travailler sans contrôle, vos représentants le disent haut et fort, et cela n'est pas acceptable et cela n'est pas sain.

Paradoxalement alors que nous réclamons le même traitement pour tous, vous nous répondez occupez vous de vos adhérents ! Ce n'est pas notre conception de notre rôle d'élus, nous sommes les élus de l'ensemble des personnels pas de nos seuls adhérents !

Vous voulez réduire notre rôle au minimum : siéger dans des instances comme des pantins dans un théâtre de marionnettes, vous avez toutes les pièces en main et nous plus aucun élément pour argumenter.

Le paritarisme est en danger et nous ne nous laisserons pas faire. Le SNUEP-FSU, avec les autres syndicats nous en sommes persuadés, se battra pour défendre cet outil garant de transparence et de démocratie. Que vous le vouliez ou non, Monsieur le Recteur, les syndicats existent et ils sont incontournables.

La CAPA sur le passage d'échelon nous donne l'occasion de relever certaines revendications salariales.

Le gouvernement, par la voix de son ministre de tutelle, ancien DRH d'une entreprise célèbre de coiffure, a décidé d'accorder aux nouveaux titulaires de l'Education nationale une prime d'entrée. Parce qu'ils le valent bien !

Démagogie ou prime au jeunisme, vous choisirez ...

Les autres collègues, plus ou moins anciens dans la profession n'ont qu'à espérer des temps meilleurs.

Aucune réflexion digne de ce nom sur le projet de revalorisation salariale, sur le point d'indice, sur une refonte éventuelle de la grille indiciaire.

Plus facile de jeter des miettes que de se préoccuper des retards phénoménaux sur la question.

Le SNUEP-FSU demande l'amélioration des carrières par :

- la revalorisation du point d'indice, qui a perdu 25% en 20 ans.
- La revalorisation de la grille indiciaire des PLP et CPE entre les indices 474 et 963.
- L'intégration de toutes les primes et indemnités dans le salaire.
- La reconstruction d'une grille indiciaire avec la disparition de la « Hors Classe » et l'intégration des actuels indices « Hors Classe ».

Le SNUEP-FSU revendique le 11ème échelon à l'indice 783 en vingt ans de carrière (Grand choix pour tous) et la création de deux échelons supplémentaires à progression régulière pour tous, tous les trois ans, pour atteindre l'indice 963 (indice le plus élevé de la carrière des enseignants du second degré).

Le SNUEP-FSU demande aussi l'abandon de toute notion de mérite, notion subjective car ne reposant que sur des appréciations ponctuelles et partisans qui contribuent à créer un climat malsain au sein des équipes pédagogiques.

Le Président affirmait : « la solution pour répondre au malaise de la fonction publique, c'est de mieux payer les fonctionnaires... » ou lors sa campagne présidentielle : « je vais mettre le paquet ... »

On a vu la ficelle du cadeau mais rien de plus ! Ou peut être parlait il des paquets fiscaux, bouclier fiscal et autres prébendes accordées aux banques et à quelques initiés pour services rendus à la patrie !

Un rapport du HCE de novembre 2009 affirmait que la voie professionnelle était une « cause nationale ». Pour nous, elle passe avant tout par le respect de la voie initiale, publique, dégagée de toute contingence managériale.

L'école ne doit pas être une marchandise. Les moyens accordés à l'enseignement pour la transmission des savoirs exigent un consensus : halte aux suppressions de postes et revalorisations pour tous.

Le SNUEP-FSU milite pour une revalorisation et non pas pour une dévalorisation de notre métier !

C'est pour toutes ces raisons que le SNUEP FSU appelle les personnels à se mobiliser le 21 janvier 2010

Les élus SNUEP FSU A RUGGIERO M SICSIC.